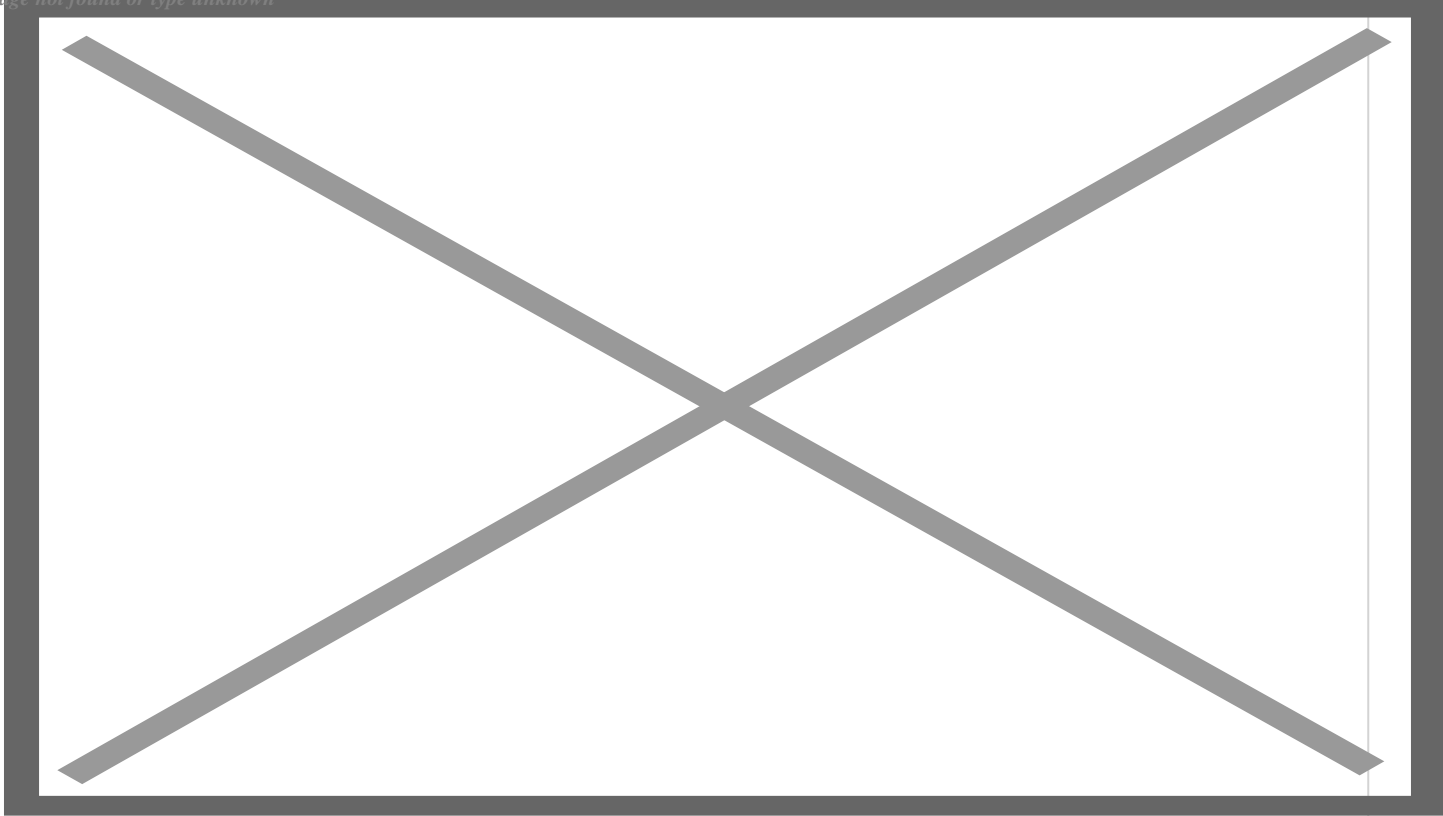


Guatemala : l'urgence d'assainir le système judiciaire

Image not found or type unknown



Guatemala en proceso de elegir

par María Josefina Arce

Le Guatemala est plongé dans un processus qui devrait conduire à une purge de son système judiciaire qui, depuis des décennies, répond aux intérêts de l'élite politique et économique de ce pays d'Amérique centrale, mais qui, malheureusement, a déjà suscité des controverses et des suspicions.

L'élection des candidats à la Cour suprême de justice et aux 46 cours d'appel a débuté en juin dernier et doit se terminer en octobre prochain avec la présentation de la liste au Congrès pour l'élection des membres de ces organes judiciaires.

Cependant, le processus fait déjà l'objet de nombreuses remises en question, comme l'approbation par les commissions de postulation de plusieurs articles du règlement intérieur, qui nuisent à la crédibilité,

comme le fait que les accusations ou les plaintes contre les candidats doivent faire l'objet d'un jugement définitif.

Les analystes estiment que cela signifie que même si une procédure est en cours contre l'un des candidats, cela ne sera pas un obstacle, puisqu'il n'y a toujours pas de jugement final.

Il a également été souligné que le retard de 20 jours dans le début des travaux des commissions de postulation, dû à l'impossibilité de se mettre d'accord sur le lieu de leur siège, était une manœuvre pour perdre du temps et a affecté l'ensemble du processus, dont, par exemple, les entretiens des candidats ont été éliminés.

Plusieurs secteurs de la société ont demandé que les juges, les procureurs et les avocats accusés de corruption ne soient pas élus à ces hautes fonctions, comme c'était le cas jusqu'à présent.

Alejandro Córdova, chef du bureau du médiateur pour les droits de l'homme, a insisté pour que la priorité soit donnée aux juristes qui non seulement possèdent des connaissances approfondies, mais font également preuve d'une solide intégrité éthique. La nomination du procureur Rafael Curruchiche, connu pour ses persécutions à l'encontre d'anciens procureurs, de journalistes et d'opposants au précédent gouvernement, présidé par Alejandro Gianmattei, a suscité de nombreuses critiques.

Mais il a également développé une campagne contre le Mouvement Seed, de l'actuel président guatémaltèque, Bernardo Arévalo, contre lequel il a déposé une nouvelle demande en août dernier pour lui retirer son immunité.

N'oublions pas qu'il a également cherché à annuler les résultats des élections générales d'août dernier, remportées par Arévalo avec près de 60 % des voix.

Depuis des décennies, le processus d'élection des membres de la Cour suprême et des cours d'appel est entaché d'irrégularités. Ce n'est qu'en novembre dernier que les nouveaux magistrats ont été nommés par le Congrès, avec quatre ans de retard, et ils ne resteront en fonction qu'un an.

Les organisations sociales avaient alors dénoncé le fait que le Congrès n'ait pas choisi les remplaçants, car ceux qui étaient en place leur garantissaient l'immunité contre les accusations de corruption.

Depuis des décennies, le Guatemala connaît incontestablement une crise de son système judiciaire, détourné par les intérêts économiques et politiques de l'élite au pouvoir. Les experts ont souligné que l'élection actuelle est vitale pour le sort du gouvernement Arévalo, qui continue d'être assiégé par un système judiciaire corrompu.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/364917-guatemala-lurgence-dassainir-le-systeme-judiciaire>



Radio Habana Cuba